



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°97, 1973. Les agriculteurs et la politique agricole. pp. 129-135;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_97_1_2231

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et

de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | |

1) Recherche - Enseignement.

BERGMANN (D.). — Les interactions entre les recherches agronomiques et la politique économique et sociale. — OCDE. Conférence de travail des directeurs de la recherche agronomique. Révision des concepts de la recherche agronomique. Paris, 20-24 nov. 1972, 27 p.

2) Economie générale.

JOLLIVET (M.). — Agriculture et secteur primaire. — Considérations critiques sur trois auteurs. — Econ. et Soc. (5) mai 1972, 997-1031.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

BERGER (Alain). — L'analyse des correspondances et la typologie des communes rurales. L'Econ. Mérid. (76) déc. 1971, 12 p., tabl., graph.

CARLES (R.), LEGRAND (R.). — Comparaison ses résultats obtenus en 1970 et 1971 dans un échantillon constant d'entreprises agricoles. — INSEE RICA (8) sept. 1972, 53 p., tabl., graph. (Ministère de l'Agriculture. SCEES. INRA, Grignon. Bureau commun du Réseau comptable agricole).

Statistiques et indicateurs des Régions françaises éd. 1972. — Coll. INSEE (9 R) déc. 1972, 336 p., tabl., cartes, graph.

5) Offre agricole.

CHAPPUIS (P.), TIREL (J.-C.). — Structures des modèles régionaux de production agricole. Possibilité d'utilisation et nature des résultats. — Grignon, INRA Econ., Caen. Ass. L.VBN, oct. 1972, 66 p. + ann., tabl., graph., cartes.

CANGUILHEM (A.), LINGUENHELD (R.). — La production de viande en France ne suffit plus à la consommation. — Econ. et Statist. (39) nov. 1972, 31-39, tabl.

CANGUILHEM (A.), LINGUENHELD (R.). — Les méthodes d'étude statistique de la production et de la consommation de viande en France. — Statist. agric. suppl. sér. Et. (90) déc. 1971, 158 p., graph., tabl.

Prévision à partir de données météorologiques des rendements à l'ha de certains produits de cultures. — (RFA). — Statist. agric. (5) sept. 1972, 71-81, tabl., graph.

6) Débouchés - Consommation.

DUBOS (J.). — Perspectives du marché des vins dans la région méditerranéenne en dans le monde. — Options méditerranéennes. (12) avril 1972, 21-32, fig. tabl.

HAIRY (D.), PERRAUD (D.), SAUNIER (P.), SCHALLER (B.). — Excédents laitiers et crise agricole en France. — Et. Rur. (46) avr.-juin 1972, 7-22.

TABARD (Nicole). — Les budgets familiaux dans les régions de la CEE. — Consommation 18 (1) janv.-mars 1972, 79-90, carte, graph., tabl., annexes.

7) Commercialisation.

BAERT, MAZENC, ROUCH. — Conditions d'approvisionnement en viandes et structure de la distribution dans l'unité urbaine de Toulouse. — Toulouse, INRA, Lab. Econ. Rur. annexé à l'Université des Sciences Sociales, Chambre départementale d'Agriculture de Haute-Garonne, Direction départementale de l'Agriculture de Haute-Garonne, juin 1972, 62 p., ann., tabl., cartes.

LAURET (F.). — Complémentarité et concurrence entre les divers sous-systèmes de production-distribution des fruits et légumes. — Montpellier, INRA. Station d'Econ. et Sociol. rur., sept. 1972, 16 p. multigr. (Communication à la 3^{me} rencontre internationale d'Economie horticole. Wageningen 24-29 sept. 1972. Société internationale de science horticole).

8) Prix et revenus.

BECHET (Pierre). — Connaissance statistique des revenus agricoles. — Cah. B.A.C. (72/3) déc. 1972, 31-64, tabl., graph.

ROGER (Cl.). — Coûts budgétaires du soutien du marché du lait et effets sur le revenu des producteurs laitiers. — Paris, INRA, stat. Centrale d'Econ. Sociol. rur., oct. 1972, 62 p., tabl., graph., ann.

9) Coopération.

BERTRAND (J.-P.), POULIQUEN (A.). — De l'étude des problèmes de gestion des grandes coopératives agricoles à l'analyse à long terme de leur rationalité. — C.R. Acad. Agric. 58 (4) 16-23 févr. 72, 273-288, réf.

BOULET (Daniel). — Les coopératives et leur environnement socio-économique. Le cas des coopératives vinicoles du Languedoc. R. et Cooper. (169) 3^{me} trim. 1972, 399-364. (Rapport présenté au Colloque CENECA de Mars 1972).

10) Organisations professionnelles.

Industries (Les) agricoles et alimentaires. — BTI (267) fév.-mars 1972, 391 p., tabl., graph.

11) Structures.

BLATIN (D.), BRUN (A.). — Les agriculteurs et la propriété foncière. Les modes de faire-valoir. — Statist. agric. Sér. Et. (93) ; Dijon, INRA, Econ. Sociol. Rur. Doc. de Rech. (3) juin 1972, 177 p., tabl., graph., cartes.

BRUN (A.), LACOMBE (Ph.), LAURENT (Cl.). — La place des agriculteurs à temps partiel en France. Econ. et Soc. (5) mai 1972, 1073-1112, tabl., graph., cartes.

CHATANAY (J.-N.). — La politique socio-structurale de la CEE. — Paysans (91), fév.-mars 1972, pp. 50-69 et 80.

GELI (D.), GALLET (P.), MAZENC (L.). — Les industries agricoles et alimentaires de la région Midi-Pyrénées (Toulouse), Comité Régional d'expansion économique Midi-Pyrénées, groupe de travail IAA ; INRA - Lab. d'écon. rur. ann. à la Fac. de Droit, mai 1972, 151 p. + annexes, tabl., graph., cartes, réf.

SCOVILLE (O.-J.). — Part-time farming. — U.S. Dept. of Agriculture, Farmers's Bull. (2178) déc. 1970, 16 p., tabl., photos.

TAVERNIER (Y.), GERVAIS (M.), SERVOLIN (Cl.) Dir. — L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine. — Paris, Armand Colin, 1972. — 24 cm, X - 651 p., bibliogr. tabl., cartes.
(Cahiers de la fondation nationale des Sciences Politiques, 184).

12) Institutions - Législations.

GOUJON (A.). — Un élément du statut des aides familiaux : le salaire différé.
— R. Droit Rur. (12) mai-juin 1972, 243-248.

13) Sociologie.

BIRD (A.-R.). — Poverty in rural areas of the United States. — U.S. Dpt of Agriculture. Econ. Res. Serv. Agric. Econ. Rep. (63), nov. 1964 IV-46 p., tabl., graph., cartes.

JEGOUZO (G.). — L'ampleur du célibat chez les agriculteurs. — Econ. et Statist. (34) mai 1972, pp. 13-22, tabl., graph.

JEGOUZO (G.). — L'exode agricole. Etude socio-économique Notes Et. docum. (3928) 6 oct. 1972, 36 p., tabl., graph., réf.

JEGOUZO (G.) (av. la collab. de B. Roze). — Le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole. Enquêtes en Bretagne. — Rennes, INRA, Station d'économie rurale, déc. 1972.

16) Croissance et développement.

Politique, prix, productions et marchés agricoles en Inde depuis 1955. — Probl. écon. (1289) 27 sept. 1972, 14-19, tabl.

(Extr. du Bulletin d'informations économiques, juil. 1972 (4) sous le titre : Prix et marchés agricoles dans le cadre de la "révolution verte").

SEVERAC (G.). — Progrès agricole et développement économique de l'Occident. — Econ. et Soc. 6 (5) mai 1972, 1133-1161.

18) Investissements - Financement.

MOREAU (H.). — Le financement des exploitations agricoles — Entrepr. Agric. (40), décembre 1972, pp. 73-77.

20) Marché commun.

FARCY (H. de). — L'agriculture européenne face aux problèmes mondiaux. — Probl. écon. (1297) 22 nov. 1972, tabl. 6-10.

22) Agricultures étrangères.

VALLAT (I.). — Les activités non agricoles de l'agriculteur suisse : vers la recherche de l'optimum. — C.R. Acad. Agric. 58 (3) 2 et 9 fév. 1972, 172-186.
(Obs. R.P. de Farcy, Klatzmann, Robin, Noilhan).

23) Etudes par produit.

HAIRY (D.), PERRAUD (D.), SAUNIER (P.), SCHALLER (B.). — L'évolution des secteurs de production et de transformation du lait. Nature et signification de la phase excédentaire. Paris, INRA, Station Centr. d'Econ. et Sociol. Rur. Sér. Trav. de Rech. (18) octobre 1972, IV-119 p. multiir., tabl., graph.

VINCENDEAU (H.). — La production organisée de jeunes bovins. Situation et avenir. — Massy, INRA, Lab. Rech. Econ. des I.A.A., sept. 1972, 29 cm, 250 p., tabl., cartes, bibliogr., ann.

LIVRES D'OUVRAGES RECENTS

1) Recherche - Enseignement.

MAHIEUX (F.). — Le calcul de la rentabilité de la recherche. Sélection des projets. — Paris, éd. Eyrolles, 1972 - 24 cm, 103 p., tabl., graph., bibliogr.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

DELFAUD (P.). — Problèmes méthodologiques de comptabilité économique agricole. — Paris, Ed. Cujas, 1971 — 24 cm, 128 p., tabl., graph.

7) Commercialisation.

SOUFFLET (J.-F.). — Les problèmes des dépôts. Paris, Dunod, 1971. — 29,3 cm, 58 + IV p., bibliogr., graph.

11) Structures.

BODIGUEL (M.), JOLLIVET (M.), MAINIE (Ph.). — Structures agraires et diffusion de l'économie contractuelle en agriculture. 4. Synthèse et conclusion. — C.N.R.S., groupe de Rech. Sociol., Nanterre, CORDES, D.G.R.S.T., juill. 1971. — 29 cm, 422 p., graph., tabl.

FRAYSSE (G.). — Le financement du capital foncier. — 29,5 cm, 131 p., ann. bibliogr. (Mémoire de fin d'études. Inst. Hautes Etudes Droit Rur. et Econ. Agr., Paris 1969).

COTTON (Guy). — Législation agricole. — Paris, Dalloz, 1972. — 22 cm, 640 p., index.

DECOMBE (Ch.). — Le droit des baux ruraux dans les pays de l'Europe des Six. — 29,5 cm, 340 p., bibliogr. (Mémoire de fin d'études (Paris) 1969. Inst. Hautes Etudes Droit rural et Economie agr.).

DESROCHE (H.), RAMBAUD (P.), Dir. — Villages en développement. Contribution à une sociologie villageoise. Actes des 1^{er} et 2^{me} colloques d'Albiez-le-Vieux, 1969 et 1970. — Paris, Mouton, 1971.

DION-SALITOT (Michèle), DION (Michel). — La crise d'une société villageoise, « Les survivanciers », les paysans du Jura français (1800-1970). — Paris, Anthropos, 1972.

HOUEE (P.). — Les étapes du développement rural. — Paris, Econ. et Humanisme, les Editions Ouvrières, 1972. — 21 cm, 2 vol., 192 + 295 p., tabl., index.

EHRlich (P.), EHRlich (A.). — Population, ressources, environnement. Problèmes d'écologie humaine. Trad. de l'améric.— Paris, Fayard, 1972.

VIDALENC (Jean). — La société française de 1815 à 1848. I — Le peuple des campagnes. — Paris, Ed. M. Rivière, 1970.

16) Croissance et développement.

CUISIN (M.). — Qu'est-ce que l'écologie ? — Paris, Bordas, 1971. — 16 cm., 159 p., tabl., fig., photos, bibliogr.

F.A.O. Rome. — L'ajustement agricole dans les pays développés. — Rome, F.A.O., 1971. — 27,5 cm, IX-222 p., tabl., grph. (Document préparé en coopération avec la Commission économique pour l'Europe sous la dir. de M. Paul Lamartine Yates, ...).

GEORGE (P.). — L'environnement. — Paris, Presses Universitaires de France, 1971. — 17,5 cm, 127 p., bibliogr.

OCDE. — Investir dans le Tiers-Monde. Mesures d'incitation en faveur des investissements privés vers les pays en voie de développement. Nouvelle édition mise à jour en août 1972. — Paris, 1972.

ZAGOURAS (N.). — Modèle agricole élargi. Optimisation de l'agriculture dans l'optique de l'industrialisation. Conception et fonctionnement pour la Tunisie. — Grenoble I.R.E.P., juil. 1972. 29,5 cm, 401 p., tabl., graph., bibliographie.

19) Politique agricole.

GADILLE (Rolande). — Les politiques agraires. — Paris, Presses Universitaires de France, 1972.

KLATZMANN (J.). — Les politiques agricoles, idées fausses et illusions. — Paris, Presses Universitaires de France, 1972. — 17,5 cm, 224 p., ann.

21) Commerce international.

MARLOIE (M.). — L'évolution du marché mondial des tourteaux oléagineux : conséquences sur les rapports entre les pays capitalistes industrialisés et les pays du Tiers-Monde. — 29,5 cm, 148 p. + ann., graph., tabl. (Mémoire. Ecole Pratique des Hautes Etudes VI^e Section. Paris, 1972).

J. JANIN. — *La coopération agricole au défi. Le cas de la Suisse romande*. Centre de recherches européennes. Lausanne. 1973.

Après un siècle d'existence et les premières codifications de la doctrine coopérative, l'application du principe coopératif fait ressortir aujourd'hui le caractère irréal de la vision initiale. Le concept de coopérative n'est d'ailleurs guère clair, puisqu'il recouvre aussi bien les groupements démocratiques des pays à régime libéral que les formes d'organisation étatique des pays socialistes. L'auteur s'en tient ici aux entreprises coopératives à caractère commercial, agissant en amont et en aval de l'agriculteur.

Le problème soulevé est celui de l'autorité : société ouverte, admettant la participation de tous ses membres, les droits et devoirs sociaux des associés sont théoriquement égaux. Il est vrai que « égalité et équité ne sont pas forcément synonymes ».

Pour les agriculteurs, la coopérative jouit d'un préjugé favorable. Celui-ci reflète l'interdépendance géographique, qui relie les paysans, liés au sol, et leur coopérative. Théoriquement, la société anonyme, surtout si elle est internationale, est libre de se déplacer : Nestlé « a fermé plusieurs usines en Suisse... les vaches, elles, sont restées chez nous ».

Cette solidarité de fait amène l'auteur à penser que les agriculteurs forment une population homogène, même s'ils sont de dimensions différentes. Tous sont, en définitive, des petits face aux grandes sociétés anonymes. La solidarité ainsi ressentie, amène à faire rentrer dans la coopérative tout nouveau venu plutôt que de le laisser hors circuit, donc hors contrôle. C'est une opinion qui paraît discutable pour un français, habitué aux luttes intestines des coopératives.

L'auteur remarque fort justement que les centres de décision se déplacent de la production agricole vers l'industrie (p. 230). C'est la raison pour laquelle un sens nouveau doit être trouvé à la coopération.

Est-il possible d'adapter les coopératives romandes au modèle "idéal" d'une agriculture de groupe industrielle et commerciale, tel qu'il a été défini par le CNJA et L. Malassis ? Plusieurs problèmes se posent : il faudrait raisonner d'abord les investissements au niveau régional et pas à celui de l'exploitation agricole ; la fonction commerciale devrait orienter la fonction production ; les coopératives devraient exercer ou au moins orienter la vulgarisation ; l'adhésion de l'agriculteur devrait être totale (pas de concurrence entre coopératives ou avec le secteur privé) ; les liaisons agriculteur-coopérative devraient tendre vers la polyvalence ; la coopérative doit diversifier ses services et les agriculteurs spécialiser leurs productions ; enfin la coordination appelle une intégration verticale et horizontale, accompagnée d'une véritable structure de participation.

Or la coopération est mise au défi de réaliser un tel schéma.

Des expériences sont en cours : la coopérative de producteurs de pommes de terre du Gros de Vaud (p. 250 et suivantes) encadre ses adhérents. Ce premier essai l'amène inéluctablement à engager « un processus cumulatif de coordination horizontale et verticale » : déshydratation par exemple.

Peut-on réellement concilier concentration et participation ? La forme de concentration la plus pratiquée est la fédération, qui, malheureusement, « prolonge plus qu'elle n'intègre ». Il y a un double mouvement de concentration à organiser : le groupement d'exploitants, tourné vers ses adhérents, et la coopérative entendue comme entreprise commerciale ouverte sur le marché.

Peut-on aboutir à constituer des ensembles coopératifs polyvalents et centralisés ? Sur le terrain, la survivance des deux centrales coopératives rivales (USAR et FVAV dans le canton de Vaud) constitue un obstacle de taille

(p. 268). Ensuite l'insuffisante formation des administrateurs risque de tout paralyser.

La seconde partie de l'ouvrage nous semble avoir escamoté la question centrale, pourtant soulevée par l'auteur : « l'intérêt particulier d'un membre ne s'identifie pas toujours avec l'intérêt collectif du groupe » écrit-il. Il ne suffit donc pas de souhaiter des réformes dans les superstructures, en arguant que « tout le monde il est beau, il est coopératif », mais d'analyser en profondeur la naissance des conflits entre agriculteurs, voire entre classes.

L'exemple des Moshavs en Istall, qui, pour s'adapter aux changements liés à l'industrialisation et l'urbanisation, ont su modifier à la fois leur statut et leur organisation régionale, est significatif : d'une part la coopération économique s'identifie avec l'administration municipale, de sorte que tous les aspects de la vie deviennent l'affaire de la coopérative. D'autre part, une architecture de villages coopératifs, de centres ruraux et de petite ville s'est construite pour assurer une « urbanisation des mentalités rurales », selon l'expression de P. Rambaud.

Il faut souhaiter à l'auteur qu'il poursuive ses réflexions dans un sens à la fois plus sociologique et plus global. Pourquoi le pouvoir, même dans la coopération, corrompt-il ? Comment, dans une société qui ne peut être que hiérarchisée pour pouvoir fonctionner, organiser la naissance et le renouvellement continu de leaders, attentifs aux aspirations de la base (au moins au moment de leur émergence) ? Comment satisfaire les aspirations contradictoires d'une base hétérogène, en perpétuel changement, avec un objectif global d'évolution et de croissance ?

(Ph. Mainié).

Centre de Recherches sur l'évolution de la vie rurale
Publication II. exploitations agricoles. fac. des lettres et sc. hum. Caen. 1973.

Faisant suite à la première publication, « exemple de sociétés rurales européennes en transformation », ce deuxième volume est consacré, de propos délibéré, aux exploitations agricoles : ceci tient à ce que « l'homogénéité régionale des systèmes de culture, et encore plus des systèmes de production, a disparu » (P. Brunet).

Les « moyennes » par unité administrative « s'éloignent des données représentatives de situations concrètes. Car une région agricole est en réalité la juxtaposition d'entreprises (...) qui cherchent individuellement leur voie économique ».

« La variété des situations individuelles » conduit à des « problèmes de définition des catégories et de sélection des critères de définition ».

On apprécie les premières contributions qui montrent la flexibilité des systèmes de culture dans les grandes exploitations de la campagne de Caen. L'analyse statistique de M. Cardine montre par ailleurs la variété des petites exploitations agricoles, dont la finalité et l'évolution diffèrent beaucoup : les très petites s'adaptent difficilement et pratiquent toujours un système complexe : la lourdeur des charges fixes reste un handicap fondamental.

Les exploitations moyennes ont de la peine à intensifier. Leurs dirigeants prennent conscience de la nécessité de simplifier leur système, à l'image de ce que pratiquent les grandes exploitations spécialisées.

Il en résulte une modification de la physionomie de la campagne de Caen, entre 1955 et 1967.

Le travail agricole nécessite encore, à cause de l'irrégularité de l'emploi, le recours aux saisonniers. L'étude de A.M. Fixot montre comment « les Espagnols quittent une société rurale, échappant pour quelques semaines ou quelques mois, à ses contraintes de classe, pour en retrouver une autre au sein de laquelle existent d'autres rapports de type industriel ».

L'enquête sur les petites exploitations du bocage de Y. Dodard et L. Paint, analyse ce milieu ingrat, marqué par l'isolement. Il faut distinguer entre les exploitations vraies, les exploitations de retraite et les exploitations à temps partiel. Dans les premières, la famille (réduite) fournit tout le travail, autoconsomme en tirant parti de tout.

Quelques unes se modernisent, en se spécialisant sur les productions animales (lait, veau, porc) : il reste alors 1000 F par mois d'argent frais pour rentabiliser le capital et payer un long travail, sans loisirs.

En 1970, aucune IVD n'est demandée, et ces petites exploitations vont se maintenir encore : elles représentent un logement, un complément de ressources, le moyen d'achever son existence ailleurs qu'à l'hospice, un cadre de vie rurale.

La seconde partie de l'ouvrage rapporte les discussions d'un colloque tenu en juin 1971 sur les méthodes d'analyse des exploitations agricoles. Tout le monde s'accorde sur l'insuffisance du seul critère « dimension » pour classer les exploitations agricoles. Envisager d'autres critères est nécessaire : est-il suffisant d'analyser le nombre de travailleurs ou le revenu à l'hectare ?

L'analyse factorielle, proposée par Kostrowicki amène à considérer 8 critères.

Avec l'exemple du Roumois, Y. Guermond (p. 307) définit des « aires de progrès techniques », par comparaison d'une série de critères, entre 1955 et 1967, des mêmes exploitations (avec matrice d'intercorrélation). L'analyse factorielle à partir du RGA 1970, sur 120 critères (en cours au SCEES), permet également d'identifier les facteurs de différenciation : les facteurs céréalier, élevage, porcs rendent compte de la moitié de la variance totale, dans une expérience faite en Haute et Basse Normandie.

Signalons que, personnellement, nous avons montré comment l'évolution dans le temps de deux critères simples, la surface et le capital à l'hectare, entre deux dates, permet de construire une typologie à la fois maniable et suffisamment réaliste. Il est heureux de constater une convergence si nette des efforts dans ce domaine de la typologie des entreprises agricoles. L'important est d'abandonner les classifications statiques, prenant en compte un nombre élevé de critères pour une seule année, et de passer à des analyses plus dynamiques, examinant la variation dans le temps de ces mêmes critères. En général un petit nombre suffit alors.

(Ph. Mainié).

J.L. GUIGOU. — *Théorie économique et transformation de l'espace agricole*. Gauthier-Villars. Paris, 1972.

La variable espace vert est, selon l'expression de A. Piatier, une variable « exubérante ». L'ensemble du réseau des activités physiques et des services non temporels, crée des « paysages économiques » réels ou possibles. Comment les innovations président-elles aux changements de lieux ?

L'auteur nous présente une problématique de la transformation de l'espace, fondée sur trois types : reconversion, relocalisation, reproductibilité ou déclin. Nous conviendrons avec lui que la théorie économique est pauvre et qu'il faut dépasser les schémas issus de Von Thünen. Mais nous avons été peu convaincus par l'illustration agricole présentée dans le tome II. Elle ne semble pas enrichir notablement l'analyse. Probablement, fallait-il sauter le pas et, pour expliquer l'agricole, ne pas s'en tenir à l'agricole. On objectera alors que l'analyse des faits non agricoles dans l'espace agricole est médiocre. Nous en convenons.

On démontre ainsi que la mobilité des cultures résulte de l'évolution des branches et des structures. Selon l'auteur, il existe « un lien étroit entre culture-structure

et système de production ». Cela ne semble pas tellement neuf. Reste aujourd'hui, ainsi que l'indique l'auteur à la page 187 (tome II) à préciser cette problématique de la transformation spatiale, à critiquer les théories de la localisation agricole, à approfondir les exigences méthodologiques. C'est l'orientation actuelle de ses recherches. J.L. GUIGOU pouvait-il, comme il le souhaitait, parvenir à ses buts ambitieux de la justifier, en limitant son analyse des faits à la seule transformation de l'espace occupée par les productions végétales ? Malgré l'importance de l'outil mathématique utilisé, nous ne le pensons pas. L'espace, c'est beaucoup plus complexe que des distances, des dates, des densités, des surfaces occupées, des systèmes de production dominants, telles que ces notions sont utilisées dans cette recherche. L'espace, cela a de l'épaisseur, du corps. L'auteur n'écrit-il pas, page 181 (tome I), que la localisation agricole est dépendante du « développement économique et notamment de l'urbanisation ? » Il semble que cette variable a été quelque peu oubliée en cours de route...

Monique VINCENNE. — *Du village à la ville, le système de mobilité des agriculteurs*. Paris, La Haye, Mouton, 1972.

Les agriculteurs, à la différence des ruraux, n'atteignent les grandes villes que par étapes, à l'exception toutefois des jeunes. Les formes de mutation professionnelle sont multiples et engageant des processus différents de restructuration des villages.

Le parti de l'auteur est clair : il ne faut pas étudier séparément les trois phases classiques de la mobilité sociale : causes et conditions de la migration, identité des agriculteurs migrants, enfin adaptation au travail industriel. Mais le système de mobilité est plus ou moins contraignant. Il faut formuler l'hypothèse que les agriculteurs partants ne procèdent pas nécessairement à un choix libre, qu'ils sont pris dans un processus social qui les dépasse. Il faut donc avant tout « analyser les déterminations extérieures aux agriculteurs, qui agissent sur leur mobilité et la constituent ».

Cette mobilité comprend quatre aspects : géographique, professionnel, social (abandon d'un groupe pour s'intégrer à un autre), culturel (acquérir la sous-culture du groupe d'accueil). Les combinaisons entre ces types de mobilités sont multiples : du simple déplacement géographique à la mobilité « totale », où coexistent les quatre types précédents.

L'aspect le plus significatif est peut-être la rupture apportée dans l'interdépendance étroite qui lie au village travail et mode de vie. Aussi la mobilité est-elle beaucoup plus qu'un simple déplacement ou un changement d'emploi : « ces phénomènes lui sont essentiels, mais n'est-elle pas comme fondamentalement traversée par un projet, un désir d'ascension sociale plus ou moins explicite et finalisé ? Ce projet d'ascension aboutit rarement dans sa totalité pour les agriculteurs, ils le réalisent par étapes historiques, en confiant son achèvement à leurs enfants ». D'où le rôle de l'institution scolaire, comme organisatrice de la mobilité : bien avant la réalisation du départ, les jeunes se trouvent sous l'emprise d'un système de mobilité et formulent des projets quant à leur avenir. L'urbanisation accélérée de la société rurale semble le phénomène le plus décisif dans l'intégration des agriculteurs à la ville. Les relations entre immigrés et autochtones hors du travail, jouent également au niveau du langage, des associations, des élections, des choix matrimoniaux, etc...

Les immigrés sont-ils, une fois installés en ville, au terme de leur mobilité ? estiment-ils participer à l'édification urbaine, ou au contraire leur critique de la ville est-elle un indice qu'ils rêvent d'un autre type de société urbanisée ? C'est une question fondamentale pour réfléchir à l'avenir : « de la ville rêvée à la ville vécue »

(p. 207-214) débouche sur une analyse de « l'image du village » selon les divers groupes urbains : celle-ci montre « quelques unes des transformations que les agriculteurs opèrent en venant en ville », et indique aussi les obstacles qu'ils doivent briser pour s'intégrer à la société urbaine.

L'ouvrage s'achève sur une analyse des transformations de la société rurale : changement du travail (valeur positive de l'associationnisme agraire) et d'éthique. Un choix professionnel plus libre remplace aujourd'hui l'ancien héritage familial. La mobilité, comme en ville, devient un objectif social.

(Ph. Mainié).

ROUYEYRAN (Jean-Claude). — *La logique des agriculteurs de transition.* Editions GP Maisonneuve et Larose, Tananarive, 1972, 239 pp + bib. - (Publié avec le concours de l'université de Tananarive).

A l'heure actuelle, l'agriculture d'autosubsistance a pratiquement disparu de la surface de la terre, du moins sous sa forme pure. Elle ne subsiste plus qu'à titre de curiosité ethnologique, et elle n'a pas d'importance économique. A l'inverse, l'importance de l'agriculture strictement commerciale est, elle aussi, très réduite : Quel que puisse être le caractère spectaculaire de quelques agroindustries, leur importance économique réelle est tout à fait négligeable si on compare leur production à la production agricole mondiale.

Et même si l'on considère comme quasiment commercial l'ensemble des agricultures des pays développés (ce qui est sûrement une généralisation hardie !) celles-ci ne représentent pas la plus grande partie de la production agricole mondiale. Ainsi, la majeure partie de l'économie alimentaire du monde repose sur des agricultures qui ne suivent ni la logique capitaliste du marché, ni celle de l'autosubsistance traditionnelle, qui sont hybrides entre ces deux pôles en un mot des « agricultures de transition ».

Ces réflexions montrent l'importance du problème abordé par J.C. Rouveyran : Le paysan en transition obéit-il à une logique propre, différente de la logique capitaliste, ou de la logique traditionnelle, mais susceptible néanmoins de fournir un guide pour la prévision de ses réactions ? Ou bien est-il simplement ballotté de façon fortuite et imprévisible entre d'un côté la famille et la tradition, et de l'autre, la recherche du profit, favorisée par l'administration ? Une question complémentaire à celle-ci, mais qui revêt une importance pratique encore plus considérable est celle de savoir comment s'y prendre pour inciter le paysan à évoluer dans un sens jugé souhaitable par le pouvoir central : Faut-il utiliser la force brutale ? La persuasion ? Et dans le second cas, sur quels registres faut-il jouer ? Sera-t-il plus efficace de faire intervenir l'autorité des ancêtres, ou de faire miroiter la possibilité d'un enrichissement ?

La force et la faiblesse du livre de J.C. Rouveyran, dans ses réponses à ces questions, est d'être entièrement centré sur le cas malgache. C'est à coup sûr une faiblesse, en ce sens que l'on pourra toujours légitimement s'interroger sur le point de savoir si ses analyses sont transposables à d'autres paysanneries que celles de la grande île. Mais c'est une très grande force que d'avoir pu confronter toutes ses hypothèses à des observations faites sur le terrain soit par lui-même (il a passé une dizaine d'années à Tananarive où, professeur à l'école d'agriculture, il dirigeait la revue *Terre Malgache*), soit par les très nombreux auteurs de monographies dont il fait la synthèse.

C'est pourquoi, du reste, un des "sous-produit" de ce livre est une description extrêmement détaillée et com-

plète des diverses formes de paysannerie malgache. Elle est probablement unique en son genre. En tout cas, sous cet angle, c'est exactement le genre de documentation que l'auteur de ces lignes aurait bien voulu avoir avant d'aller lui-même sur le terrain il y a quelques années, et qu'il avait vainement cherché.

Pour en revenir, cependant, aux agricultures de transition, la thèse centrale du livre est qu'il s'agit d'un équilibre cohérent et stable. Le paysan cherche certainement à maximiser quelque chose, et il y a de solides raisons de penser que ce quelque chose est bien proche de la richesse à long terme. Cependant, cette maximisation se fait sous des contraintes très serrées, qui trouvent leur origine dans la pauvreté des agriculteurs concernés. Sans doute, cette pauvreté n'est-elle pas forcément perçue comme telle, car, parmi les paysans, certains sont relativement riches par rapport aux plus pauvres. Mais tous sont pauvres par rapport au volume de transaction des plus pauvres agents des économies de marché. De ce fait, leur capacité à prendre le moindre risque est très limitée. Ceci les oblige à conserver le réseau de relations sociales traditionnel, dont l'efficacité contre les aléas est démontrée par l'expérience.

Cette analyse fait ressortir le fait que si cet état de chose résulte d'un équilibre stable et cohérent, cet équilibre peut se modifier sous l'effet des modifications dans les forces qui l'engendrent. Par exemple, l'enrichissement fortuit d'un paysan peut lui permettre d'assurer sa sécurité d'une façon plus traditionnellement capitaliste que par l'intermédiaire du maintien des relations sociales paysannes. Naturellement, les autres membres de la communauté paysanne n'ont pas intérêt à le laisser faire. Ceci engendre un type de conflit caractéristique de ce genre de société.

Les conséquences pratiques de ces analyses sont importantes. L'administrateur, ou l'homme politique qui voudra avoir une action sur les paysans devra modifier l'équilibre technico social qui résulte des forces en jeu au moment où il voudra lancer son entreprise. Cela pourra se faire assez vite si l'innovation proposée s'insère bien dans la logique des agriculteurs, et même si, ultérieurement, les effets en retour de cette innovation provoquent une modification des équilibres en vigueur. Mais l'innovation sera beaucoup plus délicate, aura beaucoup moins de chances de succès, et sera socialement beaucoup plus coûteuse si elle impose à très brève échéance un bouleversement violent de ces équilibres, voire la rupture complète du cadre social existant. J.C. Rouveyran donne des exemples d'actions de ce type, dont les résultats ont été loin d'être heureux.

Ce livre est donc tout à la fois optimiste et pessimiste. Optimiste, car il permet d'envisager une voie "réformiste" et pacifique vers le développement (ce qui ne veut pas dire qu'elle soit sans douleurs ni sans conflits). Pessimiste, car il montre bien l'ampleur de la différence entre le vouloir et le pouvoir.

Il est pessimiste sur un autre point, certainement bien plus grave que le précédent : La société en transition, parce qu'elle est en équilibre stable, est dans l'ensemble satisfaite de son état. Il lui est coûteux et douloureux de passer d'un point d'équilibre à un autre. Ce passage lui est imposé, généralement pas un fonctionnaire au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Mais au fond, se demande J.C. Rouveyran, le nouvel état est-il vraiment supérieur au premier ? Ne vaudrait-il pas mieux renoncer à étendre l'emprise de la civilisation urbaine ; et laisser ces gens tranquilles ?

J.C. Rouveyran pardonnera à beaucoup de gens de ne pas aller aussi loin que lui dans cette voie. Car même si le fonctionnaire n'imposait pas le changement, il est bien probable que la simple évolution démographique se chargerait de le faire. Et sans doute d'une façon encore plus maladroite que le plus maladroit des fonctionnaires.

(J.M. Boussard).